



ASSISTANCE

Un nouveau programme de filets sociaux lancé à Brazzaville

Le Programme national de filets sociaux, lancé hier dans la capitale par le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, va profiter à 70 000 ménages et individus vulnérables dans sa phase pilote. « Le programme national de filets sociaux que nous lançons aujourd'hui a pour vocation d'être un outil majeur de lutte contre la pauvreté, d'investissement dans le capital humain et d'inclusion productive des ménages », a déclaré le chef du gouvernement avant de procéder au paiement symbolique de quelques bénéficiaires.

Page 16



Le Premier ministre procédant au paiement symbolique des allocations

ÉCONOMIE CONGOLAISE

Une hausse de 3,5% du PIB en 2024



Les partenaires nationaux à la présentation du rapport Adiac

L'économie congolaise connaît une croissance grâce aux activités pétrolières en hausse de 4.2% ainsi qu'au secteur hors pétrole, indique la Banque mon-

diale. Cependant, cette reprise demeure fragile en raison de l'instabilité de la production pétrolière, ont prévenu les experts de l'institution lors de la présen-

tation du onzième rapport de suivi de la situation économique et financière du Congo, hier à Brazzaville.

Page 9

ARTISANAT AFRICAIN

Le Congo assure la présidence de l'Odepa



Jacqueline Lydia Mikolo

La ministre congolaise des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, a été élue à la présidence de l'Organisation pour le développement et la promotion de l'artisanat africain (Odepa), à l'issue de sa onzième conférence tenue

le 12 août à Brazzaville. « Pour ce mandat, nous nous engageons à poursuivre les efforts entrepris et à explorer de nouvelles voies pour renforcer le secteur de l'artisanat africain », a promis la nouvelle présidente de l'institution panafricaine.

Page 3

Éditorial

Mieux réguler

Page 2

EXAMENS D'ÉTAT

75 388 admis au BEPC

Sur 116 982 candidats ayant pris part aux épreuves du Brevet d'études du premier cycle (BEPC), 75 388 ont été déclarés admis, soit un taux de réussite de 67,35%, a indi-

qué le jury qui a rendu publics les résultats hier à Brazzaville. Le département de la Lékoumou a occupé la première place avec une performance de 84,21% d'admission.

ÉDITORIAL

Mieux réguler

Les voies de communication se dégradent à Brazzaville au quotidien, et les efforts entrepris pour les colmater sont à ce jour bien limités. Dans tous les quartiers de la capitale, sur l'essentiel des routes bitumées, les nids de poule et les mares d'eau causent d'énormes problèmes de circulation. S'y ajoute l'amoncellement en plusieurs endroits des ordures ménagères.

Toutes les fois que la question de l'entretien des voiries urbaines à Brazzaville et dans d'autres localités du pays est soulevée, survient celle de la mobilisation des moyens matériels et financiers. La qualité des prestations des services habilités de l'hôtel de ville de la capitale, obligés de ne donner que ce qu'ils possèdent en témoigne. Evidemment qu'un trou mal bouché deviendra béant un mois après, multipliant par zéro le petit investissement consenti.

Peut-être faudra-t-il à nos municipalités faire preuve davantage d'imagination pour obtenir le plein engagement des citoyens à l'assainissement et la construction des villes qu'ils habitent. Il s'agit, entre autres, d'organiser de la meilleure façon qui soit la collecte des taxes auprès du contribuable, d'en assurer une thésaurisation au seul profit de l'institution municipale. Dans les marchés publics, les commerçants disent être asphyxiés par la nature des charges qui leur sont prélevées et s'interrogent sur la destination des sommes collectées. Le même discours est tenu par les exploitants des véhicules de transport en commun.

Alors que la revitalisation de la Société de transport public urbain attend d'être concrétisée, Brazzaville est désormais abonnée aux motocyclistes. Si au départ les célèbres vélos Djakarta desservaient les seuls quartiers enclavés, devant l'absence de régulation, ces motards se rapprochent inexorablement du centre-ville. L'effet d'entraînement fera que de fil en aiguille, tout le périmètre de la capitale abritant la grande administration publique s'arrimera au vrombissement des deux roues.

Quand on sait combien ces moyens de locomotion, adoptés par la population par dépit, sont à l'origine de tant de grabuges sur la voie publique, le seul appel qu'il convient de lancer aux autorités compétentes est qu'il leur faut reprendre la main. Pas pour sévir à tout va, mais pour réguler, mieux réguler.

Les Dépêches de Brazzaville

PARLEMENT

Présentation du cadre budgétaire à moyen terme

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a présenté le 12 août aux députés et sénateurs, au cours du débat d'orientation budgétaire, le cadre budgétaire à moyen terme (CBMT) 2025-2027 et des dépenses à moyen terme, accompagnés du rapport sur la situation macroéconomique et de celui sur l'exécution du budget de l'exercice en cours.

Le chef du gouvernement a rappelé, dans sa présentation, que la politique budgétaire de la période 2025-2027 s'inscrit dans la poursuite des objectifs du cadrage budgétaire à moyen terme 2024-2026 dont le but est, entre autres, de maximiser la mobilisation des ressources fiscales et de services ; d'optimiser la mobilisation des ressources naturelles ; d'améliorer la mobilisation des produits de participations ; de soutenir les couches vulnérables ; de stimuler la croissance économique. Il s'agit également de réduire le niveau de la dette publique ; de renforcer la résilience de l'économie nationale face aux chocs ; d'assurer la veille des risques budgétaires ; d'améliorer le climat des affaires.

Présentant les perspectives économiques et les principaux indicateurs macroéconomiques, le Premier ministre a annoncé que la croissance économique s'établit, pendant la période 2025-2027, en moyenne annuelle à 3,6%. Selon lui, l'atteinte de ces objectifs nécessite la mise en œuvre des mesures dont les indications se présentent ainsi qu'il suit : en matière de recettes, l'augmen-

tation des recettes domestiques demeure une priorité face au renchérissement des emprunts ou des contraintes d'accès aux financements.

« A cet effet, le gouvernement entend moderniser le dispositif de collecte fiscale ; faire scrupuleusement respecter la circulaire du 6 octobre 2023 relative à l'interdiction des exonérations exceptionnelles ; généraliser l'imposition de la TVA, y compris dans le secteur de l'amont pétrolier ; revisiter certains contrats non avantageux pour l'Etat ; banqueriser le paiement de toutes les indemnités ; instaurer une taxe d'assainissement ainsi qu'un prélèvement de 10% sur toutes les indemnités excédant 500 000 FCFA et tout autre sursalaire au-delà de ce montant... », a souligné Anatole Collinet Makosso.

En matière de dépenses, l'orientation principale portera, a poursuivi le chef de l'exécutif, sur la maîtrise des charges de fonctionnement des services publics en vue de dégager des marges nécessaires pour le financement des dépenses des investissements, d'une

part, et de limiter le plus possible les répercussions négatives au rééquilibrage budgétaire sur les populations et leurs moyens de subsistance, d'autre part.

« En matière de dette, il ne s'agira pas seulement de poursuivre le renforcement du cadre de gestion de la dette et d'améliorer la transparence, mais également de rechercher davantage des financements sous forme de dons et prêts conventionnaires. Ces mesures visent l'amélioration d'une croissance économique et durable à partir de certaines hypothèses », a-t-il martelé.

En effet, d'après les prévisions, le secteur hors pétrole devrait bien se comporter sur cette période. « La croissance hors pétrole se raffermirait et ressortirait à 3,8% en 2025, à 4,1% en 2026 pour s'établir à 4,4% en 2027. La croissance de ce secteur serait portée, entre autres, par la redynamisation des activités des secteurs primaires hors pétrole, secondaire et tertiaire », souligne le rapport de l'Assemblée nationale.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfried Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

ARTISANAT AFRICAIN

Le Congo assure la présidence de l'Odepa

La ministre congolaise des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, a été élue présidente de l'Organisation pour le développement et la promotion de l'artisanat africain (Odepa), à l'issue de sa onzième conférence tenue le 12 août à Brazzaville.

« Pour ce mandat, nous nous engageons à poursuivre les efforts entrepris et à explorer de nouvelles voies pour renforcer le secteur de l'artisanat africain », a promis Jacqueline Lydia Mikolo, nouvelle présidente de l'Odepa. L'action à mener à la tête de la structure panafricaine de l'artisanat repose sur trois axes, a-t-elle indiqué.

Il s'agira, en premier lieu, d'élargir l'adhésion des pays qui ne sont pas encore membres, notamment ceux de l'Afrique de l'Est et australe en vue de renforcer la coopération régionale et de créer un marché continental pour les produits artisanaux. L'agenda de travail prévoit, par ailleurs, de renforcer la mobilisation des ressources financières au-delà des contributions statutaires existantes.

Le numérique n'est pas mis en marge. Selon la présidente de l'Odepa, il est utile de développer une galerie virtuelle pour promouvoir l'artisanat africain. « Faire face à un marché mondial de plus en plus concurr-



La nouvelle présidente de l'Odepa

rentiel, il est essentiel de permettre aux artisans d'accéder aux technologies modernes », a fait savoir Jacqueline Lydia Mikolo.

La création de cette galerie virtuelle, a-t-elle poursuivi, permettra non seulement de promouvoir leurs œuvres artisanales mais aussi de faciliter les transactions commerciales et de toucher une clientèle internationale. Ce projet nécessitera la mise en place d'une infrastructure technologique adéquate ainsi que la formation des artisans à l'utilisation des outils numériques.

Mutation

Cette onzième conférence a été marquée par une mutation. Le Comité de coordination pour le développement et la promotion de l'artisanat africain s'est muté en Odepa. Jacqueline Lydia Mikolo a succédé à Serge Gnani Poda, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat du Burkina Faso.

Rominique Makaya

TRAFIC DES POINTES D'IVOIRE

Deux personnes interpellées à Pointe-Noire

À Loandjili, quatrième arrondissement de Pointe-Noire, deux présumés trafiquants fauniques ont été appréhendés par les services de police pour détention de deux pointes d'ivoire d'éléphants, espèce animale protégée par la loi au Congo.

Les pointes d'ivoire saisies par des agents de police étaient emballées dans un sac qui aurait attiré leur attention. Ils n'ont pas hésité à interpellier les deux individus, propriétaires du sac, avant de découvrir son contenu. Une source proche du dossier ajoute que ces pointes d'ivoire proviendraient des forêts du village Mabanda, dans le district de Nyanga, département du Niari. Un éléphant aurait été abattu dans cette zone et ses pointes d'ivoire arrachées par ces supposés délinquants fauniques devraient être vendues à Pointe-Noire.

Les deux présumés de délit faunique seront poursuivis pour détention, circulation et tentative de commercialisation de deux pointes d'ivoire. Ils vont répondre de leur acte devant la justice et risquent des peines allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement ferme ainsi qu'une amende jusqu'à cinq millions FCFA chacun, conformément à la loi.



Les deux présumés délinquants fauniques/Adiac

Au Congo, le gouvernement, les organisations de la société civile et les acteurs de la conservation ne cessent de sensibiliser à l'interdiction d'abattre les animaux intégral-

lement protégés par la loi et le trafic de produits de faune sauvage qui conduisent à l'extinction des espèces fauniques à travers le monde. Engagé à protéger ses espèces animales,

surtout en voie de disparition, le pays reste très concentré. Il sanctionne vigoureusement tous ceux qui entravent la loi en matière de protection de la faune sauvage.

Par ailleurs, une autre personne avait été présentée, le 26 juillet dernier, au procureur de la République, près le tribunal de grande instance de Brazzaville pour les délits similaires. Elle a été placée à la maison d'arrêt de la ville en attendant l'ouverture de son procès. Celle-ci avait été interpellée par les éléments de la police à Mbouambé-Léfini, dans le Pool, puis remise aux agents des Eaux et Forêts. Elle détenait des sabots et poils de la queue d'un éléphant qu'elle comptait vendre.

Précisons que la loi n°37-2008 sur la faune et les aires protégées, en son article 27, dispose que « L'importation, l'exportation, la détention et le transit sur le territoire national des espèces intégralement protégées, ainsi que de leurs trophées, sont strictement interdits ; sauf dérogation spéciale de l'administration des eaux et forêts, pour les besoins de la recherche scientifique ».

Fortuné Ibara

ENTREPRENEURIAT

Le RMFI encourage l'autonomie financière

La présidente du Réseau mondial des femmes impact (RMFI) du Congo, Antoinette Onongo Bikani, a indiqué, le 10 août à Brazzaville dans un entretien accordé aux Dépêches de Brazzaville, que le cheval de bataille de son organisation est de lutter contre la faible participation des femmes dans les activités génératrices de revenus.

Les activités génératrices de revenus réalisées par les femmes sont souvent d'une courte durée, a indiqué Antoinette Onongo Bikani, avant d'évoquer les difficultés auxquelles ces dernières sont confrontées : manque d'encadrement, de formation, de capital et des crédits alloués. Le RMFI, a-t-elle expliqué, est un espace de réflexions sur les questions d'autonomie et d'insertion des femmes en vue de leur prise en charge. Il permet également d'avoir des contributions étrangères sur la situation de la femme africaine lors des rencontres internationales.

Face à la faible implication des femmes dans les activités génératrices de revenus, le réseau fait de ce sujet son cheval de bataille pour amener chacune d'elles à mieux



Antoinette Onongo Bikani/Adiac

se découvrir pour un véritable changement de mentalité et un travail conscient pour être plus productive, dynamique, impactant en étant une véritable actrice de développement et de paix.

« Promouvoir l'autonomisation financière de la

« Promouvoir l'autonomisation financière de la femme et son développement personnel reste le cheval de bataille du réseau pour un mieux-être social de tous »

femme et son développement personnel reste le cheval de bataille du réseau pour un mieux-être social de tous », a-t-elle déclaré.

Pour Antoinette Onongo Bikani, les compétences des femmes seront rehaussées à travers l'encadrement et les formations, car lorsqu'elles s'engagent dans une procédure d'insertion, elles démontrent leurs capacités d'entrepreneuses. Elle a assuré les femmes des échanges d'expériences entre le réseau du Congo et ceux d'ailleurs pour une meilleure collaboration. Le souhait qu'elle a émis est de voir les femmes posséder des capitaux afin d'encourager le réseau à la recherche des microfinances pour le financement des projets en vue de leur insertion sociale.

Lydie Gisèle Oko

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

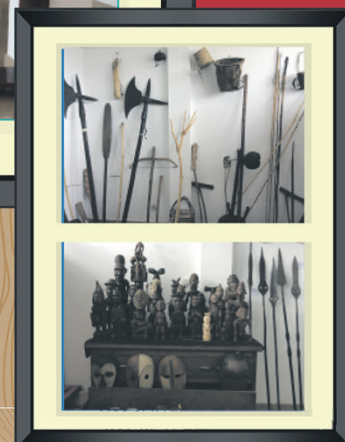
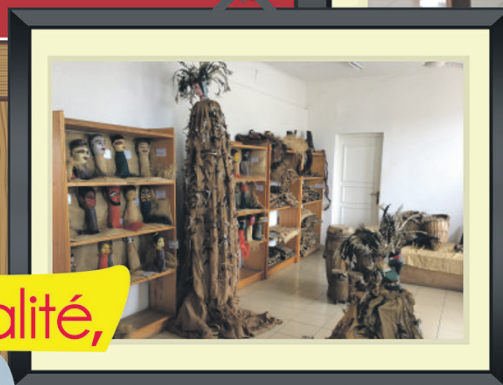
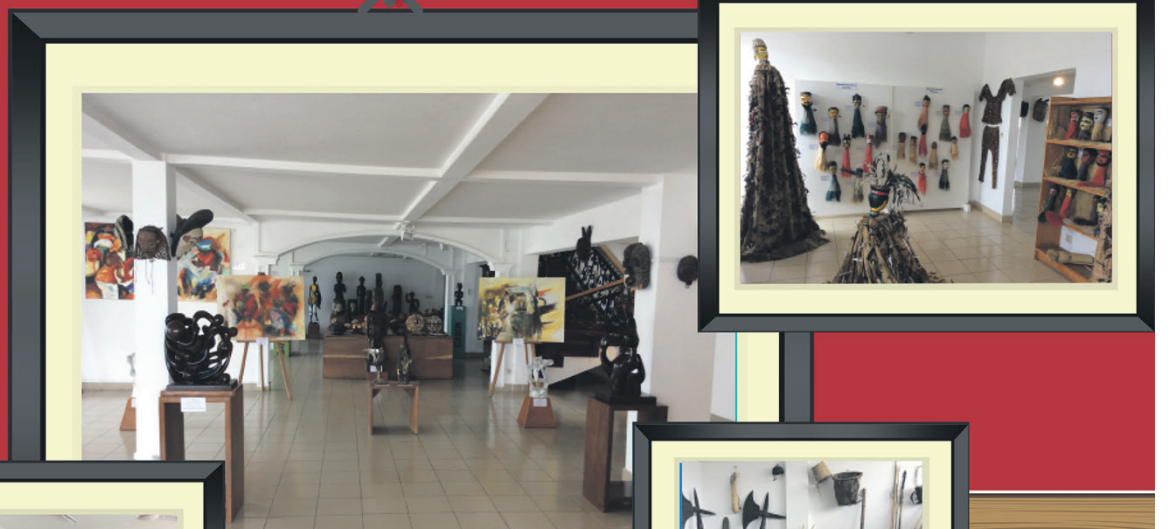
Expositions et projections

SCULPTURES **PEINTURES**

CÉRAMIQUES **MUSIQUE**

Musée
du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

LUTTE CONTRE LES STÉRÉOTYPES SEXISTES DANS LES MÉDIAS

Le Pr Thomas Atenga promeut le modèle « Pestel »

Conférencier dans le cadre de l'atelier du Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale l'Unoca sur l'égalité hommes-femmes dans les médias, le professeur et directeur du groupe de recherche « Conjonctures de communication », Pr Thomas Atenga, a esquissé, le 13 août à Douala, au Cameroun, un modèle stratégique pour déconstruire les stéréotypes dans les médias, en particulier, et dans la société, en général.

Axée sur l'analyse du modèle « Pestel », un outil qui permet d'identifier les facteurs externes (opportunités et menaces) pouvant avoir un impact, positif ou négatif sur une entité, l'intervention de l'écrivain et chercheur camerounais, Thomas Atenga, a fourni aux participants à l'atelier régional de Douala les différents usages qui favorisent les stéréotypes dans les rédactions. La sous-valorisation et la représentation des femmes ou de leurs compétences; les contextes socioculturels; le syndrome d'imposture, les raisons historiques, familiales, sociétales; le syndrome du perfectionnisme, de l'experte, de l'indépendante, de la surdouée, de la superwoman, de la dévouée, de la fausse confiante... sont autant de représentations stéréotypées des femmes dans le journalisme. Résultat et cause d'attitudes, de valeurs, de normes profondes



Le professeur et chercheur camerounais Thomas Hirénée Atenga/Adiac

dément enracinées dans les sociétés africaines et d'ailleurs en général, les stéréotypes de genre constituent un sérieux obstacle à la réalisation de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. « Les stéréotypes sexistes participent de la domination genrée dans les hiérarchies qui organisent et structurent les rédactions, les médias », a souligné le Pr Thomas Atenga. Pour encourager l'action des médias dans la lutte contre les inégalités hommes-femmes, il a invité les acteurs de médias présents à agir sur les politiques incarnées par les décideurs, amener les gouvernements à inscrire le problème du harcèlement parmi leurs priorités, changer le regard de la société sur la question de la femme, faire bon usage des technologies et capitaliser la présence des femmes dans le numérique.

Durly Emilia Gankama

Unité de Gestion du Projet de Renforcement du système de Santé

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 07/2024 /MSP/UGP-KOBKISA

« LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DE FAIRE UNE REVUE A MI PARCOURS DU PROJET KOBKISA »

I. Contexte et justification :

Le Congo a bénéficié d'un prêt de l'Association Internationale pour le Développement (IDA), d'une valeur de 50 millions USD (équivalent à 25 milliards de FCFA) pour la mise en œuvre du projet de renforcement du système de santé « KOBKISA ». Ce projet a pour finalité d'améliorer la qualité, l'utilisation des soins de santé maternels, infantiles et l'accès aux soins pour les ménages les plus vulnérables.

Le projet KOBKISA a trois (3) composantes que sont : (i) le financement de l'approche PBF et le soutien à la mise en œuvre de la gratuité des soins de santé pour les femmes enceintes et des exemptions de frais pour les ménages les plus pauvres (composante 1); (ii) la gouvernance des finances publiques, la gestion des finances publiques sectorielles et le renforcement du système de santé (composante 2); (iii) la gestion efficiente et le suivi du projet dans sa mise en œuvre technique et fiduciaire (composante 3).

Lancé officiellement le 31 janvier 2022, la date de clôture était initialement prévue au 08 août 2024. Elle a été prorogée au 31 août 2025. Il est prévu de réaliser une revue à mi-parcours afin d'évaluer les progrès accomplis, identifier les défis rencontrés et proposer des recommandations pour améliorer l'exécution du projet. Cette revue permettra également de s'assurer que le projet est en bonne voie pour atteindre ses objectifs finaux et de définir des orientations pour améliorer l'efficacité dans la mise en œuvre.

I. Mission du consultant :

L'objectif global de la mission est d'appuyer l'UGP dans la préparation de la revue à mi-parcours. Il s'agit de : i) mesurer les progrès réalisés

dans la mise en œuvre des activités, ii) identifier les contraintes en vue de redéfinir les activités à réaliser au cours de la période restante de mise en œuvre du projet.

Le consultant aura les tâches spécifiques ci-dessous :

- d'évaluer la pertinence des stratégies du programme et des approches utilisées pour sa mise en œuvre,
- d'évaluer les performances du projet dans toutes ses composantes en termes de réalisations physiques, les résultats atteints, les impacts, les contraintes et les leçons apprises,
- d'apprécier l'efficacité de l'organisation et de la gestion du programme.
- de ressortir les éléments qui ont été les moins valorisés dans la période d'avant revue de Kobikisa et qui ont été relevés pendant la supervision, et qui doivent être dans la 2ème partie de Kobikisa, comme la planification, le ciblage, ... ;

Sur la base de l'analyse effectuée, le consultant devra :

- formuler des recommandations dont la mise en œuvre est susceptible d'améliorer les performances du projet et de permettre à celui-ci d'atteindre effectivement ses objectifs,
- proposer un réajustement en termes de ré-allocation des fonds par composante et par catégorie de dépenses en tenant compte des activités soutenues par le projet selon le nouveau calendrier d'exécution,

I. Profil et qualifications requis

- Qualifications Académiques
- Diplôme universitaire au minimum BAC+5ans, en santé publique, Management/gestion de projet, épidémiologie, sciences sociales ;

-Une formation complémentaire en évaluation de projets ou en méthodologie de recherche est un atout.

-Expérience Professionnelle

-Au moins 5 ans d'expérience prouvée dans la gestion et l'évaluation des projets, de préférence dans des contextes similaires en Afrique noire. Une expérience dans le domaine de la santé et particulièrement en Afrique centrale est un atout.

-Familiarité avec les systèmes de santé et les enjeux sanitaires du Congo ou des pays voisins est un atout.

-Compétences Techniques

-Excellente compréhension des méthodologies d'évaluation qualitative et quantitative.

-Compétences avancées en analyse

-La bonne compréhension du FBP est un atout ;

I. Dossier de candidature

Les candidats intéressés devront fournir un dossier complet composé de :

- une lettre de candidature ;
- un curriculum vitae détaillé (avec des références des structures où l'on a presté);
- des copies légalisées des diplômes ou tout autre document justifiant la formation ;
- Attestations de bonnes fins d'exécution ou tous autres documents justifiant des missions similaires déjà exécutées.

I. Méthode et procédure de sélection

La méthode de sélection est la sélection individuelle par mise en concurrence ouverte selon le règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement des projets d'investissement (FPI), 5ème édition septembre 2023.

Une liste restreinte sera établie sur la base de

la qualification et de l'expérience (Missions exécutées) des consultants.

Les consultants présélectionnés devront soumettre au maître d'ouvrage une proposition technique et financière. Ces propositions feront l'objet d'une analyse.

Après analyse, le candidat le mieux qualifié et le plus expérimenté sera retenu pour l'exécution de la mission.

I. Informations et Réponse à l'avis à manifestation d'intérêt (AMI)

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures, heure locale.

Les dossiers de candidature peuvent être déposés au siège du projet à l'adresse indiquée ci-dessous ou soit envoyé par mail au plus tard le 28 août 2024 à 16 heures, heure locale avec mention « Candidature au poste de Consultant Chargé de l'évaluation à mi-parcours du projet Kobikisa ». À l'attention du Dr MBOU ESSIE Darius Eryx, Coordonnateur de Kobikisa L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est :

l'Unité de Coordination du Projet KOBKISA Situé au no 3, rue du Tourisme, face Camp Clairon, téléphone : 06 824 19 45 / , E-mail : eryxdarius40@gmail.com / , Centre-ville Brazzaville Brazzaville-Congo.

Fait à Brazzaville, le 12 Août 2024

Le Coordonnateur de Kobikisa

Dr MBOU ESSIE Darius Eryx



DEMANDE DE COTATION
RFQ N° UNFPA/COG/RFQ/24/035

L'UNFPA sollicite par la présente une cotation pour les services de transport requis devront desservir les lieux d'intervention de ces activités par voies terrestre et navigable dans les Départements de la République du Congo.

Départements	Localités
Plateaux	Makotipoko, Bouemba, Gamboma
Cuvette	Mossaka
Pool	Kinkala, Kindamba, Ngabé
Pointe-Noire	Pointe-Noire
Lékoumou	Mayé-Mayé, Mambouana

Cette Demande de Cotation est ouverte à toutes les sociétés légalement constituées en mesure de fournir les prestations et qui disposent de la capacité juridique pour exercer dans le pays ou par l'intermédiaire d'un représentant agréé.

Les intéressées peuvent récupérer le document de l'appel d'offres (RFQ) sur le site : <https://congo.unfpa.org/fr>

Les offres doivent être soumis uniquement à l'adresse mail : procurement.congobrazzaville@unfpa.org

La date limite pour la soumission des offres est le **21 août 2024 à 17:30** heure Congo

Avis d'appel d'offres No. Congo BU_24_RFGS_293247

Objet	Construction des Latrines, Blocs Magasins, Cuisines et l'installation des pompes à motricité humaine dans le département du Pool
Date de l'appel d'offres	13 Aout 2024
Date de clôture	10 septembre 2024 à 17 heures

1.1 Introduction

Catholic Relief Services –USCCB (CRS), est l'agence d'aide humanitaire et de Développement d'Outre-Mer de la Conférence Épiscopale des Évêques des États Unis d'Amérique. Dans le Cadre de la mise en œuvre de son plan d'action, (Catholic Relief Services-CRS), lance le présent avis d'appel d'offres pour la sélection d'entreprises, d'associations, d'ONG, ou tout Groupement de prestataires qualifiés pour l'exécution des travaux de construction des Latrines, Blocs Magasins, Cuisines et l'installation des pompes à motricité humaine dans le département POOL. Le marché est subdivisé en trois (3) lots :

Lots	Désignation	Localisations	Type de travaux
Lot 1	Construction des blocs de latrines	Kinkala : 1 site Louingui : 1 site Ignié : 1 site Mbanza Ndounga : 1 site Ngabé : 4 sites Kindamba : 1 site	Construction de Blocs de latrines à 3 cabines doté de dispositif de lavage de main en maçonnerie (DLM) et l'accès aux personnes à mobilité réduite.
Lot 2	Construction des blocs magasins et cuisines	Kinkala : 2 sites Boko : 1 site Louomo : 2 sites Louingui : 1 site Ignié : 3 sites Mbanza Ndounga : 3 sites Goma tsé-tsé : 2 sites Ngabé : 6 sites Kindamba : 2 sites	Construction de Blocs de Magasins et Cuisines avec foyer amélioré.
Lot 3	Construction des pompes à motricités humaines/PMH marque Vergnet	Kinkala : 2 sites Louomo : 1 site Louingui : 1 site Ignié : 2 sites Mbanza Ndounga : 1 site Ngabé : 2 sites Kindamba : 1 site	Construction des forages équipés de pompes manuelles de type HYDRO-INDIA 60, entourés des murets en maçonnerie équipés d'une margelle pour la protection de la structure.

Tout soumissionnaire désireux d'avoir le dossier d'appel d'offre ou d'autres informations complémentaires peut adresser sa requête à l'adresse grace.mouzabakani@crs.org, copie à ginette.ikongo@crs.org et bidcg@crs.org ou appeler le Responsable des Achats au 05 699 78 39 au minimum 5 jours avant l'expiration de cet appel d'offre.

AVIS DE VENTE

La société SINTOUKOLA POTASH S.A, informe le public de la mise en vente à l'état de deux (02) véhicules de type :

- TOYOTA PRADO GX
- TOYOTA HILUX LAN 25

Montant : le plus offrant

Pour tout contact : Madame Chryсны
MOUANDA

TEL : 06 511 05 79 de 8h00 à 17h30

Les véhicules sont exposés à :

Adresse : Pointe-Noire, Centre-ville

N°91, Rue Germain BIKOUMAT,

Immeuble ABDALLAH, 3^e étage Appartement 3c

NB :

Dernière date de visite le 26 août 2024.

AUF-CONGO

Des étudiants se familiarisent avec les outils numériques

Le bureau national de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF-Congo) a lancé, le 12 août, un atelier visant à améliorer les compétences des étudiants venus des établissements membres sur l'utilisation des outils numériques.

L'atelier sur la familiarisation avec les outils numériques qui se tient sous l'égide du représentant de l'AUF-Congo, le Pr Edouard Ngamountsika, prendra fin le 14 du mois en cours. « Il s'agit de montrer aux étudiants comment procéder à la recherche d'un emploi à partir des outils numériques qui existent », a-t-il expliqué. Le Pr Edouard Ngamountsika a, par ailleurs, précisé que cet atelier s'inscrit dans le cadre du centre d'employabilité de l'AUF.

Selon l'agenda de l'AUF-Congo, l'atelier s'inscrit dans le troisième pôle relatif au volet numérique intitulé : formation complémentaire en compé-



Les étudiants en formation/Adiac

« Il s'agit de montrer aux étudiants comment procéder à la recherche d'un emploi à partir des outils numériques qui existent »

tences transversales. En dehors de la sensibilisation des étudiants aux questions numériques en lien avec leur employabilité, cet atelier leur permettra de mieux appréhender l'écosystème de l'entrepreneuriat étudiant.

Il convient de souligner que dans le monde d'aujourd'hui, les étudiants à la recherche d'emploi ne peuvent pas se passer des outils numériques. Cet atelier, gratuit comme tous les autres de l'AUF-Congo, est visiblement tombé à point nommé en donnant à ces derniers des compétences qui sont de plus en plus exigées à l'ère du numérique.

Rominique Makaya

INVESTISSEMENT

Des experts africains planchent sur la gestion des ressources naturelles

La Banque africaine de développement (BAD), par l'intermédiaire du Centre africain de gestion et d'investissement des ressources naturelles, organise, ce 14 août, un atelier virtuel de validation de six rapports de diagnostic du projet multi-pays de gouvernance des sorties de ressources naturelles pour une meilleure résilience économique dans les pays fragiles et en transition (Gonat).

Le processus de production des rapports a fait l'objet de trois cycles d'examen et de commentaires de la part des parties prenantes internes et externes du projet, notamment les pays membres régionaux, les bureaux extérieurs de la Banque, certains experts sectoriels de la Banque ou externes, les gouvernements concernés et l'équipe du projet. En effet, l'élaboration de ces six rapports s'est faite grâce aux différentes recherches et entretiens menés dans les pays ciblés : la République démocratique du Congo, la République centrafricaine, le Tchad, le Mozambique, la Sierra Leone et le Zimbabwe.

Projet innovant, le Gonat vise à renforcer les capacités nationales de gestion des sorties de ressources naturelles, en couvrant les problématiques liées aux prêts garantis par des ressources et au



commerce illicite des ressources naturelles, afin de renforcer la mobilisation des ressources nationales, la viabilité de la dette et la résilience économique globale dans certains pays africains en transition.

Il s'agit, en effet, d'un projet qui va permettre aux pays concernés de renforcer les capacités nationales en matière de gestion et de commerce des ressources naturelles. De façon spécifique, ledit projet favorisera l'amélioration et la mobi-

lisation des ressources nationales, la viabilité de la dette et la résilience économique dans lesdits pays.

Prendent part à cette rencontre les hauts responsables gouvernementaux des six pays bénéficiaires, la haute direction et le personnel de la BAD, les points focaux nationaux des pays bénéficiaires, les membres de l'équipe du projet Gonat, le secteur privé, les organisations de la société civile et les organisations multilatérales de développement.

Gloria Imelda Lossele

CLIMAT

La chute d'El Niño, responsable de la baisse des températures mondiales en juillet

Le phénomène climatique El Niño, caractérisé par un réchauffement anormal des eaux de l'océan Pacifique central et oriental, s'est atténué. Cette baisse marque la fin d'une série de treize mois consécutifs de records de chaleur mondiale, a indiqué l'agence climatique européenne Copernicus.

En juillet 2024, les températures globales étaient légèrement inférieures à celles de la même période l'année précédente. Cependant, la température moyenne mondiale a atteint 16,91 degrés Celsius, soit 0,68 degré au-dessus de la moyenne sur 30 ans pour le mois de juillet. Cette donnée fait de juillet 2024 le deuxième mois de juillet le plus chaud jamais enregistré.

Malgré cette légère baisse, les scientifiques mettent en garde contre toute complaisance. « Bien que nous soyons légèrement en dessous de ce que nous étions il y a un an, la température globale reste à des niveaux proches des records. Donc, le tableau global n'est pas très différent de celui d'il y a un an », explique Julien Nicolas, climatologue chez Copernicus.

El Niño a des répercussions importantes sur les conditions météorologiques mondiales, amplifiant des événements extrêmes tels que les sécheresses en Amérique du Sud et des inondations en Afrique et aux États-Unis.

Noël Ndong

COOPÉRATION

L'Afrique et les Caraïbes créent un nouvel espace économique

L'idée d'une Afrique mondiale qui inclut les Caraïbes est devenue une réalité, lors des assemblées générales d'Afreximbank, aux Bahamas.

La décision d'organiser la 31^e réunion annuelle de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) à Nassau reflète l'ambition de la nation caribéenne de devenir un pont entre l'Afrique et sa diaspora. Des dirigeants africains et caribéens ont participé à l'événement, explorant le concept d'« Afrique mondiale », une idée qui gagne du terrain sur le continent et au-delà. Elle envisage les nations africaines et leur diaspora comme un front uni, travaillant ensemble pour une prospérité économique partagée.

« L'Afrique est actuellement très en retard dans le domaine de l'éducation. Avec les investissements et les politiques appropriés, l'Afrique a la capacité d'atteindre une croissance soutenue de 7 % par an sur les 40 prochaines années », a-t-on indiqué.

Le président du conseil d'administration d'Afreximbank, Benedict Oramah, a souligné la promesse d'une Afrique mondiale prospère et compétitive, motivant la banque à s'aventurer dans les Caraïbes. L'Union africaine (UA) reconnaît la

diaspora comme la « sixième région » du continent. Les États membres de la Communauté des Caraïbes et du Marché commun (Caricom) ont rejoint Afreximbank en tant qu'États membres participants, et la banque a ouvert un bureau régional à la Barbade. En avril, onze des quinze États membres de la Caricom avaient signé l'accord de participation de la banque. La banque a approuvé un plafond de 1,5 milliard de dollars pour soutenir les États participants de la Caricom, plafond qui devrait être porté à 3

« faisons bien plus que des affaires », a fait remarquer Benedict Oramah. « En fait, nous rétablissons la connaissance que nous avons les uns des autres, nous renouons les liens de l'histoire et de la solidarité qui ont été rompus par des siècles de déplacement, d'aliénation et de colonisation... », a-t-il dit. Les plus de deux milliards d'Africains répartis dans le monde doivent maintenant reconnaître qu'ensemble ils peuvent faire face aux défis de l'avenir. Ils constituent une force économique

Bahamas, Philip Davis, s'est fait l'écho de ces propos et a souligné la nécessité pour l'Afrique et les Caraïbes de s'unir pour réformer l'architecture financière mondiale.

La propriété des capitaux africains est vitale

La vice-présidente de la Commission de l'UA, Monique Nsanabaganwa, a promis le soutien continu de l'UA et « donne la priorité à la réforme de l'architecture financière internationale, à la restructuration de la dette, à

a souligné la nécessité pour l'Afrique de posséder son capital. Les financiers africains ont réagi en s'unissant sous la bannière du Club Afrique. Le président du Kenya, William Ruto, a proposé que les banques centrales et les gouvernements africains consacrent 30 % de leurs réserves nationales au développement de l'Afrique. « J'ai appris de mon père que ce que vous pouvez faire pour vous-même, ne le confiez pas à quelqu'un d'autre, car ce ne sera pas suffisant. Nous avons externalisé notre développement en demandant à d'autres de le faire à notre place », a déclaré l'ancien président du Nigeria, Olusegun Obasanjo. La Zone de libre-échange continentale africaine est extrêmement prometteuse pour remédier à cette situation, a déclaré sa secrétaire général, Wamkele Mene. Les nations africaines doivent prendre une décision : construire leurs propres industries ou continuer à dépendre des importations, a soutenu le président directeur général de Africa Finance Corporation, Samaila Zubairu.

Noël Ndong

« L'Afrique est actuellement très en retard dans le domaine de l'éducation. Avec les investissements et les politiques appropriés, l'Afrique a la capacité d'atteindre une croissance soutenue de 7 % par an sur les 40 prochaines années »

milliards de dollars lorsque tous les États auront signé.

« J'ai toujours pensé que lorsque nous commerçons entre nous sur le continent africain et avec nos frères et sœurs des Caraïbes, nous

puissante qui ne peut être ignorée ; ils doivent également reconnaître que le pouvoir ne peut être puissant et crédible que s'il est exercé sur une plateforme commune et cohésive. Le Premier ministre des

la sécurité alimentaire, aux transitions énergétiques et à l'amélioration de la cote de crédit de l'Afrique. Nos intérêts s'alignent fortement sur ceux des Caraïbes dans ces domaines ». Benedict Oramah

INSÉCURITÉ

Des groupes terroristes affiliés à Daech s'activent en Afrique

Les Nations unies intensifient leur surveillance sur le Front Polisario, en raison de préoccupations croissantes concernant ses liens avec des groupes terroristes actifs au Sahel et en Afrique de l'Ouest.

Selon des rapports internes, des factions au sein du Polisario, appuyées par des mercenaires subsahariens, sont impliquées dans des activités criminelles de trafic d'armes et de drogues, y compris des collaborations avec des réseaux affiliés à Daech. Cette situation a conduit les Nations unies à considérer le Polisario comme un acteur de plus en plus préoccupant dans le paysage sécuritaire régional, suscitant des appels à une vigilance accrue et à des mesures préventives contre les mouvements terroristes. Les Nations unies ont averti que les groupes terroristes affiliés à Daech continuent d'étendre leur influence à travers plusieurs régions du monde, en particulier en Afrique de l'Ouest,

au Sahel et en Afghanistan. « Le paysage terroriste en Afrique de l'Ouest et au Sahel reste complexe et préoccupant. Les groupes terroristes y poursuivent leur expansion, provoquant de nombreuses victimes et compromettant la stabilité régionale », a déclaré le chef du Bureau des Nations unies pour la lutte contre le terrorisme, Vladimir Voronkov. Selon lui, deux groupes affiliés à Daech dans la région, la

province d'Afrique de l'Ouest de l'Etat islamique et l'Etat islamique dans le Grand Sahel, ont consolidé et étendu leurs zones d'opérations. Il a mis en garde contre le risque que ces groupes étendent leur influence dans les Etats côtiers du Nord, ce qui pourrait entraîner la chute d'un vaste territoire, du Mali au Nord du Nigeria, sous leur contrôle effectif. Vladimir Voronkov a également noté une intensification des opérations des

groupes affiliés à Daech dans le Nord du Mozambique et l'Est de la République démocratique du Congo, où une « augmentation spectaculaire » des attaques a fait de nombreuses victimes civiles. En Somalie, les groupes affiliés à Daech ont également renforcé leur présence. Vladimir Voronkov s'est inquiété de la menace croissante que représente la branche afghane de Daech, qui pourrait perpétrer des attentats à

l'étranger. Il a observé que ce groupe a amélioré ses capacités financières et logistiques au cours des six derniers mois et intensifié ses efforts de recrutement. « Nous devons nous unir pour empêcher l'Afghanistan de redevenir un foyer du terrorisme », a-t-il insisté, ajoutant que cette menace a conduit à une augmentation des niveaux en Europe, où le groupe est considéré comme « la plus grande menace terroriste extérieure ». La directrice exécutive du Comité contre le terrorisme, Natalia Gherman, a souligné que l'Afrique de l'Ouest et centrale ont été touchées par les actes des groupes affiliés à Daech, entraînant de vastes déplacements de la population.

N.Nd.

« Le paysage terroriste en Afrique de l'Ouest et au Sahel reste complexe et préoccupant. Les groupes terroristes y poursuivent leur expansion, provoquant de nombreuses victimes et compromettant la stabilité régionale »

ÉCONOMIE CONGOLAISE

La BM projette une croissance du PIB de 3,5% en 2024

La reprise de l'économie congolaise se poursuit avec un taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) estimé à 3,5% cette année, contre 1,9% en 2023. Le Congo peut miser sur la performance du secteur pétrolier mais la situation reste volatile, prévient la Banque mondiale (BM).

La courbe de la croissance positive progresse principalement grâce aux activités pétrolières en hausse de 4,2%, ainsi qu'au secteur hors pétrole (+3,5%). Cependant, cette reprise demeure fragile principalement en raison de l'instabilité de la production pétrolière, ont insisté, le 13 août, les experts de la BM lors de la présentation du onzième rapport de suivi de la situation économique et financière de la République du Congo, dont le thème s'intitule « Concevoir des instruments fiscaux efficaces pour une foresterie et une croissance économique durables ».

Les experts ont souligné la pression inflationniste qui reste élevée à 4,3% l'an dernier. La flambée des prix des produits de première nécessité s'est accentuée, d'après Vincent Tsoungui Belinga, l'un des auteurs du rapport, suite au retrait des subventions au carburant et celles du secteur des transports. Le cocktail inflation, hausse de la dette, fragilité économique a eu des répercussions sur le pouvoir d'achat de la population. L'insécurité alimentaire



Les partenaires nationaux à la présentation du rapport

grave touche désormais 59% de la population, a détaillé cet expert, alors que la pauvreté généralisée persiste avec près d'un Congolais sur deux vivant avec moins de 2,15 dollars par jour.

L'institution de Bretton Woods a proposé quelques pistes de solutions pour permettre au pays de pouvoir remonter la pente. « Le rapport préconise des mesures à mettre en œuvre à court

terme pour sortir la République du Congo de sa situation de surendettement qui reste un défi majeur pour le pays. Des mesures à long terme sont également à implémenter pour

accélérer le développement du capital humain et renforcer la gouvernance ainsi que les institutions, afin de diversifier l'économie et soutenir la croissance », a insisté Louise Pierrette Mvono, la représentante résidente de la BM au Congo.

Le secteur forestier est considéré comme le plus prometteur afin de consolider la croissance et le développement durable. Avec un taux de déforestation jugé faible et stable, le Congo a entrepris d'importantes réformes de la politique forestière pour renforcer la durabilité, notamment un nouveau code forestier promulgué en 2020. Les autorités sont appelées à adapter le cadre fiscal du secteur forestier à son évolution actuelle.

Le Congo peut expérimenter des instruments de recettes fiscales intelligents face au climat. Ces nouveaux moyens fiscaux couvrent, a expliqué l'expert Chris Bertemert Katindi Milindi, les taux d'imposition sur la durabilité des méthodes de production du bois, telles que le système de « bonus-malus ».

Fiacre Kombo

« Le rapport préconise des mesures à mettre en œuvre à court terme pour sortir la République du Congo de sa situation de surendettement qui reste un défi majeur pour le pays. Des mesures à long terme sont également à implémenter pour accélérer le développement du capital humain et renforcer la gouvernance ainsi que les institutions, afin de diversifier l'économie et soutenir la croissance »



saris Congo

Société Agricole de Raffinage Industriel du Sucre du Congo

fait peau **neuve** 

La **SARIS CONGO** fait peau neuve en adaptant son identité visuelle aux couleurs du **groupe Somdia**, force agro-industrielle du **groupe CASTEL**. C'est avec cette identité renouvelée qu'elle continuera de prendre soin de ses **consommateurs, clients, partenaires commerciaux et autres parties prenantes.**



somdia
Grandir ensemble

64^e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

La guinguette africaine de Suresnes célèbre l'événement

Profitant de la bonne humeur festive de la fin de semaine, à deux jours près, la guinguette africaine de Suresnes se mettra aux couleurs du Congo pour exalter les valeurs patriotiques «Unité-Travail-Progress».

Le 17 août pile, ce sera la date de l'indépendance du Gabon alors que le Congo aura déjà fêté le 15 août. Cette proximité aidant, les organisateurs ont proposé de faire coïncider, pour les habitués de leur rendez-vous de fin de semaine, les festivités de l'accession à l'indépendance de ces deux anciennes colonies françaises d'Afrique subsaharienne voisines. Des moments patriotiques où les visiteurs retrouveront en plein air les ingrédients habituels dans une ambiance conviviale : retrouvailles, dégustation de mets, déambulation entre les stands et surtout, une piste de circonstance pour le plaisir d'esquisser quelques pas de danse.

Les artistes Sarah Christelle, Maelle et Top-One-Frison se sont mobilisés pour venir



mettre en musique cette célébration.

Le lendemain 18 août, le

photographe Roch Le Prince proposera sa deuxième édition d'exposition de ses



photos, prises, entre autres, lors de la participation des Congolais de France à la

campagne de la municipalisation accélérée au Congo.

Marie Alfred Ngoma

A VENDRE

Domaine abritant une ancienne ferme d'une superficie de 5,35 ha = 53500 m² (133 x 400 m²) environ 133 parcelles de 400 m². Quartier Mantsimou derrière l'Université protestante. Le site fait face au Djoué qui le sépare du quartier Bifouiti/La Fougère.

Titre foncier

Tél. /Whatsapp : +242 06 514 80 14

Email : ecobatis1@gmail.com

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Kumbu Kumbu Rogesca. Je souhaiterai être désormais appelé Koumbou Roger Rovon. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (03) mois.

NÉCROLOGIE

Les familles Sita, Kibongui et Bikindou informent parents, amis et connaissances du décès de leur fils, frère, neveu, père et grand-père, Jean Bosco Sita Bonazebe, survenu le 31 juillet 2024 à Brazzaville.

Le deuil se tient au n°71, rue Bakoukouya à Poto-Poto.

L'inhumation aura lieu le vendredi 16 août selon le programme ci-après :

9h00 : levée de corps à la morgue municipale du CHU ;

11h00 : recueillement au domicile familial ;

12h00 : départ pour l'église Sainte-Anne du Congo ;

14h00 : départ pour le cimetière privé Jérusalem ;

16h00 : fin de cérémonie.



Gabriel Patrick Dion, membre du Comité central du PCT, ancien président de la fédération PCT France, les familles Dion, Elion et Ebara ont la profonde douleur et une tristesse accrue d'annoncer aux amis et connaissances le décès de Véronique Mpio, survenu le lundi 12 août 2024 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au 118, rue Kintsélé à Talangaï Brazzaville.

Pour tout contact : 00 336 06 65 70 66

TENNIS

Mathys Erhard vainqueur de l'Open « M25 »

Le Français Mathys Erhard a remporté l'Open de Brazzaville à l'issue de la rencontre qui l'a opposé au vainqueur de la première phase, le Portugais Goncalo Oliveira, par un score de 6-2 au premier set et 7-5 au second set.

Les champions de la deuxième édition du prestigieux tournoi ITF World Tour, qui s'est déroulée en deux phases, du 29 juillet au 4 août, puis du 5 au 11 août, se sont éteints au cours d'une finale qui s'est jouée en présence du ministre de la Jeunesse et des Sports, de l'Éducation civique, de la Formation qualifiante et de l'Emploi, Hugues Nguélon-délé. Ce tournoi organisé par la Fédération congolaise de tennis et l'Académie de tennis de Brazzaville, sous l'égide de la Fédération internationale de tennis, est incorporé dans le classement de l'Association de tennis professionnel (ATP). C'est un événement sportif de premier plan qui a réuni cinquante-six athlètes professionnels venus de vingt-six nations, entre autres, le Venezuela, le Portugal, la France et une forte délégation de l'Inde, de la Slovénie, et quatre athlètes congolais. Après son sacre, Mathys Erhard a indiqué qu'il fallait être concentré pour remporter ce match. « Ce n'était pas facile, je ne savais pas si je jouais vraiment ou pas. Je me suis efforcé à me concentrer, à rester au présent, et à ne pas penser au futur; que j'allais peut-être gagner le tournoi ou pas. Cependant, j'étais confiant parce



que je connais mes forces et mes faiblesses. Je savais que j'étais mieux que lui. Je n'avais pas peur de lui. Et le fait de gagner m'a vraiment délivré, c'est un plaisir. C'est une très belle victoire. S'agissant du niveau technique, ce tournoi est vraiment super et bien organisé. Il y avait de bons joueurs, des joueurs qui sont venus du monde entier. Franchement, si cela peut se refaire dans un an, je reviendrai », a-t-il déclaré. Le directeur du tournoi, Hugues

Henry Nguélon-délé, s'est dit lui aussi heureux de son organisation réussie. « Je suis très satisfait de ces deux semaines de tournoi qui viennent de s'achever. On a vraiment fait énormément d'efforts pour recevoir ces joueurs dans les meilleures conditions. Je pense aussi que le public, les joueurs, le staff sont tous satisfaits. C'est vraiment une belle réussite, le pari a été gagné. Dans de pareilles circonstances, l'objectif est toujours d'aller plus loin. Aller plus loin, c'est accueil-

Les deux finalistes posant avec les officiels/DR
 lir ici au Congo des compétitions plus précieuses que celles-ci, attirer des joueurs encore plus classés dans le classement ATP. Bref, notre objectif est de faire briller le tennis ici au Congo », a-t-il souligné.

Le rendez-vous pris pour l'année prochaine

Parlant des perspectives et de la qualité des athlètes congolais, le directeur du tournoi assure que l'année prochaine cette compétition sera au rendez-vous. Les négociations sont menées avec la

Fédération internationale de tennis pour avoir des tournois encore plus prestigieux, a-t-il souligné. Pour lui, chaque année, l'objectif est de faire en sorte qu'il y ait des tournois à l'Académie de tennis de Brazzaville, de juin à août. Quant à l'avenir du tennis congolais, il a dit que c'est un sport très difficile et il faut de la discipline, de l'encadrement. « Nous avons déjà fait un premier pas, celui de rénover tous ses clubs pour pouvoir permettre à nos joueurs de s'entraîner et d'améliorer leurs performances. Mais tout cela ne peut pas se faire en un jour, c'est un long chantier, cela prendra du temps. Ce qui est vrai, c'est qu'on est déjà en train de faire le nécessaire pour encadrer nos joueurs, ça se fera petit à petit. On va s'organiser pour qu'il y ait plus de tournois. Avec le temps, on aura des joueurs congolais qui seront déjà mieux classés et qui feront de meilleures performances », espère-t-il.

Notons que la particularité du M25 Brazzaville est qu'il a offert une dotation totale de 25 000 dollars avec, notamment, 3 600 dollars pour le vainqueur et 2 120 dollars pour le finaliste.

Bruno Zéphirin Okokana



**LIBRAIRIE
LES MANGUIERS**

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.








Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h





**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 06/2024 /MSP/UGP-KOBIKISA
« RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INTERNATIONAL POUR L'ELABORATION DES COMPTES DE LA SANTE DES EXERCICES
2021-2023 EN REPUBLIQUE DU CONGO »**

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le gouvernement du Congo a bénéficié d'un prêt de cinquante millions de Dollars (50.000.000\$) auprès de la Banque Mondiale pour un projet de renforcement du système de santé dénommé « KOBIKISA ». Celui-ci vise à accroître l'utilisation et la qualité des services de santé maternelle, reproductive et infantile dans les zones ciblées, en particulier parmi les ménages les plus vulnérables. Le projet KOBIKISA est structuré en trois composantes à savoir :

- Composante 1 : portant sur le cofinancement de l'approche Financement Basé sur la Performance et la mise en œuvre de la gratuité des soins de santé pour les femmes enceintes et les enfants des ménages les plus pauvres ;

- Composante 2 : portant sur le soutien de la gestion des finances publiques sectorielles et le renforcement du système de santé ;

- Composante 3 : portant sur la gestion et le suivi du projet.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 2, le Projet Kobikisa entend appuyer la DEP/santé dans la production des Comptes Nationaux de la Santé (CNS) exercices 2021-2023, un outil d'aide à la prise de décision et d'appréciation du flux de financement du système national de santé. Ceci par le financement du recrutement d'un Consultant international.

II. OBJECTIFS DE LA CONSULTATION

Le consultant International travaillera sous la supervision du directeur des études et de la planification du ministère de la santé et sera complété dans sa mission par un Consultant National afin de :

- Elaborer les comptes de la santé de la République du Congo des exercices 2021-2023 ; conformément à la nomenclature de la classification internationale de la dépense de santé du Système des comptes de la santé « SHA 2011 ».

III. ROLES ET RESPONSABILITES DU CONSULTANT INTERNATIONAL

1. Faciliter l'actualisation des outils de collecte ;
2. Former les superviseurs sur la procédure de collecte de données ;
3. Déterminer les clés de répartition et faciliter l'encodage des dépenses dans l'outil ;
4. Trianguler les données de dépenses de santé pour le nettoyage des doublons ou double comptage ;
5. Produire les tableaux préliminaires des résultats des comptes de la santé 2021-2022-2023, analyse et interprétation des données ;
6. Participer à la rédaction du rapport des comptes de la santé 2021-2023 pour la validation par l'équipe technique multidisciplinaire de production des comptes de la santé de la République du Congo. Transférer les compétences professionnelles à l'équipe technique de production des comptes de la santé de la République du Congo.

IV. LIVRABLES

Le Consultant international produira les livrables suivants :

1. Une note de cadrage de la mission ;
2. Chronogramme des activités de production des comptes de la santé de la République du Congo ;
3. Rapport des comptes de la santé 2021-2023 validé.

V. PROFIL ET QUALIFICATIONS

1. Avoir un diplôme universitaire équivalent à un minimum BAC +5 (Master, Maîtrise, DESS, Ingénieur) en économétrie/économie de la santé/des travaux statistiques dans le domaine, ou dans d'autres domaines connexes pertinents comme les mathématiques appliquées, les sciences de gestion ou l'informatique décisionnel.

2. Avoir une expérience d'au moins 5 ans de conduite des études similaires dans le contexte international (autre que son pays de résidence) ;

3. Avoir travaillé dans les pays en voie de développement africains est un atout

4. Avoir une connaissance approfondie sur le système de santé en République du Congo est un atout

5. Avoir une maîtrise avérée des outils HAPT de production des comptes de la santé et HAAT de l'analyse des résultats des comptes de la santé

6. Avoir une maîtrise des logiciels spécifiques de gestion des comptes de la santé tel que SHA 2011...

7. Avoir une maîtrise avérée dans l'utilisation des logiciels de traitement des données comme : Kobo-Tools, R, SPSS...

8. Avoir une capacité communicationnelle notamment dans le transfert des connaissances et des présentations en public.

9. Avoir une capacité à travailler en équipe et à respecter les différences culturelles.

VI. LIEU ET DUREE DE LA MISSION

- La mission se déroulera à Brazzaville, avec des déplacements dans les départements de la République du Congo.

- La durée de la mission est de quarante-cinq (45) jours ouvrables, en conformité avec la feuille de route validée par la DEP.

VII. MODE DE SELECTION

- Le Consultant sera sélectionné par une commission technique, après appel d'offre ouvert à l'international. Une grille d'analyse des CV comprenant les critères ci-dessus évoqués, de l'offre technique et financière sera utilisée pour discriminer les candidats. Le candidat retenu et disponible sera contacté pour une négociation du contrat.

VIII. COMPOSITION ET DEPÔT DU DOSSIER

- Lettre de motivation
- CV détaillé sur les expériences pertinentes par rapport à la mission.
- Carte nationale d'identité
- Certificat de résidence récent (3 derniers mois)
- Copies des attestations de bonnes fins d'exécutions ou tous autres documents justifiants des missions similaires déjà exécutées

NB : les originaux seront exigés au candidat retenu

IX. INFORMATIONS ET REPONSE A L'AVIS A MANIFESTATION D'INTERET (AMI)

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures, heure locale.

Les dossiers de candidature peuvent être déposés au siège du projet à l'adresse indiquée ci-dessous ou soit envoyé par mail au plus tard le 28 août 2024 à 16 heures, heure locale avec mention « recrutement d'un consultant international pour l'élaboration des comptes de la santé des exercices 2021-2023 en République du Congo. À l'attention du Dr MBOU ESSIE Darius Eryx, Coordonnateur de Kobikisa ».

L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est : l'Unité de Coordination du Projet KOBIKISA Située au no 3, rue du Tourisme, face Camp Clairon, téléphone : 06 824 19 45. E-mail : eryxdarius40@gmail.com, Centre-ville Brazzaville Brazzaville-Congo.,

Fait à Brazzaville, le 12 Août 2024

Le Coordonnateur de Kobikisa

Dr MBOU ESSIE Darius Eryx

LES OLYMPIADES DE POTO-POTO

Les organisateurs saluent le succès de la première édition

Clap de fin pour l'édition 2024 des Olympiades de Poto-Poto qui se sont déroulées du 28 juillet au 11 août, dans les deux sites de compétitions. Environ deux cents athlètes ont concouru dans diverses disciplines sportives.

Les jeunes athlètes ont participé dans huit disciplines (judo, football, nzango, Tennis de table, pétanque, scrabble, échiquier et basketball) pendant les quinze jours de spectacle. Peu avant la cérémonie de remise des médailles, Team Lm a battu en finale l'équipe de Team Elion 48 à 47 sur le terrain de la direction générale des Postes et Télécommunications. Les finales de football, de pétanque, de scrabble et de jeu d'échecs se sont disputées sur un autre site, le terrain Saint-Denis.

La première édition de ces olympiades de Poto-Poto a été placée sur le thème « Poto-Poto, un rêve partagé », en hommage à Patrick Elysée Angor, un actif de l'arrondissement décédé. L'objectif des jeux a été atteint, celui de rassembler les jeunes du mythique arrondissement de Brazzaville et d'affermir les liens d'amitié entre eux, s'est félicité Séverin Evongo, l'un des organisateurs de l'évènement.

Les organisateurs et leur partenaire la Société na-

tionale des pétroles du Congo (SNPC) distribution ont lancé des appels autour des valeurs olympiques, avec un ton politique. « Cette fois-ci, nous avons célébré l'année de la jeunesse autour du sport facteur de l'éducation de la jeunesse. L'avenir de cette activité sportive est désormais balisé, avec des jeunes précurseurs prêts à relever le défi de la diversité ethnique, religieuse ainsi que des valeurs olympiques. Ces olympiades étaient un moment de partage de rêve et de valeurs olympiques », a déclaré Séverin Evongo.

Principal sponsor des olympiades de Poto-Poto, Teddy Christel Sassou-Nguesso a réitéré son engagement à accompagner la jeunesse



Les finalistes de basketball/Adiac

congolaise dans les activités sportives qui font rejaillir la volonté du pays à se lever. « J'insiste sur la sympathie, l'amitié, la fraternité

et le fair-play qui caractérisent le sport. La SNPC D, à mon nom, vous annonce que nous accompagnerons toujours le sport congolais

« Cette fois-ci, nous avons célébré l'année de la jeunesse autour du sport facteur de l'éducation de la jeunesse. L'avenir de cette activité sportive est désormais balisé, avec des jeunes précurseurs prêts à relever le défi de la diversité ethnique, religieuse ainsi que des valeurs olympiques. Ces olympiades étaient un moment de partage de rêve et de valeurs olympiques »

dans tout type d'activité », a assuré le directeur général de la SNPC D.

C'est le même sentiment chez l'administrateur maire de Poto-Poto, troisième arrondissement de Brazzaville, Lucie Okomba, pour qui, l'édition 2024 des olympiades de Poto-Poto matérialisent l'engagement du gouvernement pour l'année de la jeunesse.

Fiacre Kombo

LIGUE DU SPORT DE TRAVAIL DE POINTE-NOIRE

La Coraf et l'AS Conseil championnes avant la fin de la compétition

Alors que le championnat s'achève le 17 août au Complexe sportif de Pointe-Noire dans les deux disciplines retenues, la formation de la Coraf au football chez les messieurs et l'AS Conseil au nzango chez les dames sont d'ores et déjà sacrées championnes avant les matches comptant pour la dernière journée.

En attendant la cérémonie de remise des récompenses aux meilleures équipes et joueurs qui interviendra le week-end prochain, la Coraf caracole seule en tête du championnat de football avec 9 points devant son dauphin Ubipharm qui a 6 points au compteur après son dernier match face à Ilogs, 4-0.

Chez les dames, l'AS Conseil est championne avec 15 points devant Brasco et qui, malgré une victoire lors de son dernier match, le 10 août, a juste amélioré son compteur avec 14 pts.

Le calendrier de la compétition annonce cinq rencontres dans le cadre de la dernière journée du championnat. Au football, l'Hôpital général



Un match de nzango/Adac

A. Sicé affrontera Ilogs et la Coraf, déjà championne, sera aux prises à la lanterne rouge, l'Hôpital général de Ngoyo. Au nzango cependant, ACSI

sera face à l'Hôpital général A. Sicé ; Brasco croquera le Conseil congolais des chargeurs et la lanterne rouge du championnat, la Coraf affrontera Ilogs.

Le week-end dernier, Ubipharm s'est imposé face à Ilogs, 4-0 au football. Au nzango, Ilogs a eu raison de Brasco, 45-44 et l'AS Conseil a terrassé Crédit du Congo, 55-35.

Classement provisoire :

Football

1^{er} : Coraf, 9 points
2^e : Ubipharm, 6 points
3^e : Hôpital A. Sicé, 5 points
4^e : Ilogs, 3 points
5^e : Hôpital général de Ngoyo, 1 point

Nzango

1^{er} : AS Conseil, 15 points
2^e : Brasco, 12 points

3^e : ACSI, 9 points +8

4^e : Ilogs, 9 points

5^e : Crédit du Congo, 4 points

6^e : Hôpital A. Sicé, 3 points

7^e : Coraf, 1 point

Charlem Léa Itoua



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 05/2024 /MSP/UGP-KOBIKISA « RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT NATIONAL CHARGE D'APPUI A L'ELABORATION DES COMPTES DE LA SANTÉ DES EXERCICES 2021-2023 EN REPUBLIQUE DU CONGO »

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le gouvernement du Congo a bénéficié d'un prêt de cinquante millions de Dollars (50.000.000\$) auprès de la Banque Mondiale pour un projet de renforcement du système de santé dénommé « KOBIKISA ». Celui-ci vise à accroître l'utilisation et la qualité des services de santé maternelle, reproductive et infantile dans les zones ciblées, en particulier parmi les ménages les plus vulnérables. Le projet KOBIKISA est structuré en trois composantes à savoir :

- Composante 1 : portant sur le cofinancement de l'approche Financement Basé sur la Performance et la mise en œuvre de la gratuité des soins de santé pour les femmes enceintes et les enfants des ménages les plus pauvres ;
- Composante 2 : portant sur le soutien de la gestion des finances publiques sectorielles et le renforcement du système de santé ;
- Composante 3 : portant sur la gestion et le suivi du projet.

Dans le but de produire les comptes Nationaux de Santé (CNS) 2021-2023, outil d'aide à la décision et d'appréciation du flux de financement du système national de santé, le Projet Kobikisa appuie le Ministère de la santé et de la population dans le financement du recrutement d'un Consultant National.

II.2- OBJECTIF DE LA CONSULTATION

Accompagner le MSP dans l'élaboration des comptes nationaux de santé exercices 2021-2023.

II.3- ROLES ET RESPONSABILITES DU CONSULTANT LOCAL

Le consultant sera recruté localement pour une prestation de 60 jours. Il/elle jouera un rôle de point focal du ministère de la santé et suivra le bon déroulement interne des activités prévues pour la production des comptes de la santé 2021-2023 (formation, collecte des données, traitement des données, analyse et la dissémination des résultats) en parfaite collaboration avec le consultant international et sous la coordination du comité technique. A cet effet, il devient membre du comité technique de l'élaboration des comptes nationaux de santé. Le consultant national aura les tâches spécifiques ci-dessous :

- Préparer la formation sur les comptes de la santé selon (SHA 2011)
- Préparer les termes de références des activités prévues pour la production des comptes de la santé 2021-2023,
- Programmer les visites du consultant international de commun accord avec ce dernier et la DEP,
- Fournir et partager tous les documents techniques utiles avec le consultant international selon la demande/besoin et à temps utile ; (ex, invitation du consultant, questionnaires, etc...)
- Préparer les rencontres/réunions qui se tiendront entre le Ministère de la santé et toutes les parties prenantes ;
- Elaborer les cartographies des Bailleurs, ONGs internationales et nationales, compagnies d'assurance, toutes les structures Publiques de la santé sous la direction du consultant international ;
- Etablir un plan de collecte des données à tous les niveaux de la pyramide sanitaire sous la direction du consultant international ;
- Coordonner la collecte des données sous la direction du consultant international (Recrutement des enquêteurs, répartition des enquêteurs dans les différentes régions et supervision de la collecte des données) ;
- Vérifier la complétude des données collectées sous la direction du consultant international ;
- Coordonner la saisie et l'encodage des données dans l'outil sous la direction du consultant international ;
- S'assurer de la disponibilité des données des ménages à travers l'ECVHM (ex-ECOM) et des autres ministères existants ;
- Participer activement au traitement des données et autres étapes de la production des comptes de la santé 2021-2023.

IV.4- LIVRABLES

Le consultant produira les livrables suivants :

- Les TDRs et les rapports d'activités et rapports d'étapes des phases subséquentes des CNS en fonction de la feuille de route de l'élaboration des CNS.
- Un rapport des CNS validé.

V.5- PROFIL ET QUALIFICATIONS

- Avoir un diplôme universitaire équivalent à un minimum BAC +5 (Master, Maîtrise, DESS, Ingénieur) en économétrie/économie de la santé/des travaux statistiques dans le domaine, ou dans d'autres domaines connexes pertinents

comme les mathématiques appliquées, les sciences de gestion ou l'informatique décisionnel.

- Avoir travaillé dans le système de santé du Congo ;
- Avoir une expérience de conduite des études similaires dans le contexte congolais ;
- Avoir une expérience de travail avec les autres partenaires techniques et financières (OMS/UNICEF/FNUAP/BM...) est un atout.
- Avoir une maîtrise des logiciels spécifiques de gestion des comptes de la santé tel que SHA 2011...
- Avoir une maîtrise avérée dans l'utilisation des logiciels de traitement des données comme : Kobo-Tools, R, SPSS...
- Avoir une capacité communicationnelle notamment dans le transfert des connaissances et des présentations en public.
- Être capable de travailler en équipe et sous pression ;
- Être immédiatement disponible,

VI. LIEU ET DUREE DE LA MISSION

- La mission se déroulera à Brazzaville, avec des déplacements dans les départements de la République du Congo.
- La durée de la mission est de soixante (60) jours travaillés suivant la feuille de route validée par la DEP/Santé.

VII. MODE DE SELECTION

- La méthode de sélection est la sélection individuelle par mise en concurrence ouverte au niveau national, selon le règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI), 5ème Edition, septembre 2023.
- Une liste restreinte sera établie sur la base de la qualification et de l'expérience du consultant. Une grille d'analyse des CV comprenant les critères ci-dessus évoqués, de l'offre technique qui décrit le cadrage de la mission et la méthodologie d'élaboration des CNS ; et financière sera utilisée pour discriminer les candidats.

Le candidat retenu et disponible sera contacté pour une négociation sur la base d'une proposition technique et financière.

VIII. COMPOSITION ET DEPÔT DU DOSSIER

- Lettre de motivation ;
- CV détaillé sur les expériences pertinentes par rapport à la mission ;
- Carte nationale d'identité ;
- Attestations de bonnes fins d'exécutions ou tous autres documents justificatifs des missions similaires déjà exécutées.

NB : les originaux seront exigés au candidat retenu

IX. INFORMATIONS ET REPONSE A L'AVIS A MANIFESTATION D'INTERET (AMI)

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures, heure locale. Les dossiers de candidature peuvent être déposés au siège du projet à l'adresse indiquée ci-dessous ou soit envoyé par mail au plus tard le 28 août 2024 à 16 heures, heure locale avec mention « recrutement d'un consultant national chargé d'appui à l'élaboration des comptes de la santé des exercices 2021-2022-2023 en République du Congo. À l'attention du Dr MBOU ESSIE Darius Eryx, Coordinateur du projet Kobikisa ». L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est :

L'Unité de Coordination du Projet KOBIKISA Situé au no 3, rue du Tourisme, face Camp Clairon, téléphone : 06 824 19 45, E-mail : eryxdarius40@gmail.com Centre-ville Brazzaville Brazzaville-Congo.

Fait à Brazzaville, le 12 Août 2024

Le Coordonnateur de Kobikisa

Dr MBOU ESSIE Darius Eryx

CHAMPIONNAT NATIONAL DE HANDBALL

BMC remonté contre la Fécohand

La décision de la Fédération congolaise de handball (Fécohand) d'attribuer la troisième place à CFJSO sans que le match de classement ne se joue a agacé les dirigeants de BMC. Pour eux, la Fécohand aurait pu trancher l'affaire autrement.

BMC s'est senti lésé lors de la cérémonie de remise des médailles, surpris de voir CFJSO monter sur le podium pour recevoir le prix réservé à la troisième place. D'après les dirigeants de BMC, la Fécohand leur avait promis de trancher l'affaire plus tard. Malheureusement, la victoire sur tapis vert de CFJSO a été actée. Cette équipe a refusé de jouer le match pour la troisième place parce que BMC n'a pas payé l'amende de 800 000 FCFA qui lui a été infligée la veille lors des demi-finales du championnat national.

« Vu le rapport du superviseur du match, du représentant technique de la CAHB et des arbitres mentionnant des propos injurieux, menaces et agression verbale, carton rouge suivi d'un carton bleu, le joueur Ekama Mbon Nige est suspendu pour deux ans fermes. L'équipe paie une amende de 30 000 francs CFA, Cf article 24 du règlement particulier des championnats nationaux de la Fécohand 2024 »



L'équipe de BMC/DR

et agression verbale, suspendu pour deux ans du règlement particulier et carton rouge suivi d'un carton bleu, le joueur Ekama Mbon Nige est suspendu pour deux ans fermes. L'équipe paie une amende de 30 000 francs CFA, Cf article 24 des championnats nationaux de la Fécohand 2024 », précise le procès

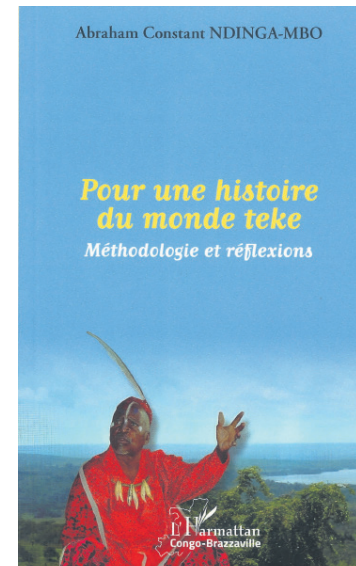
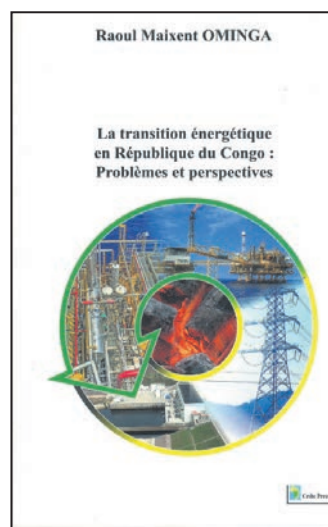
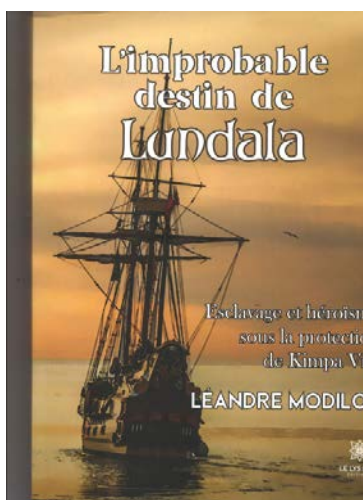
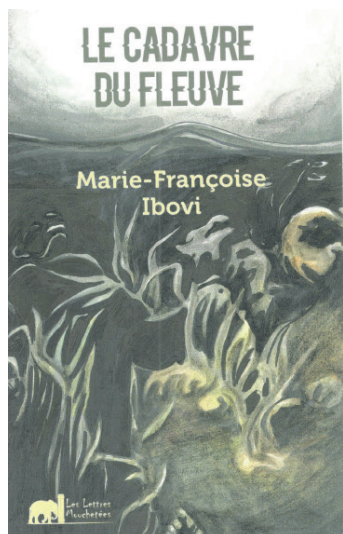
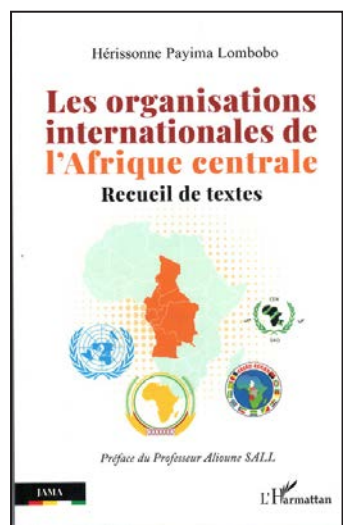
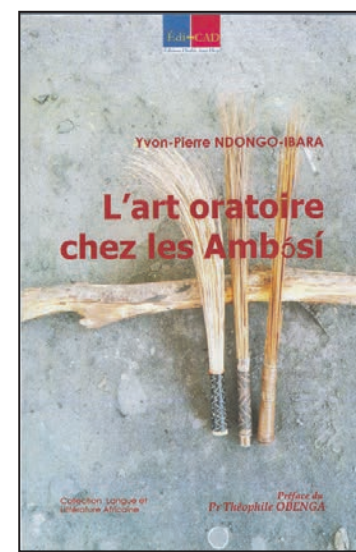
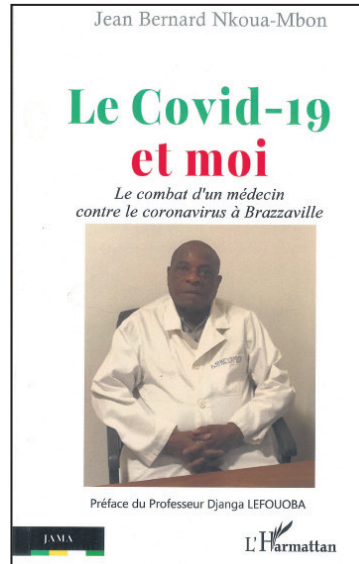
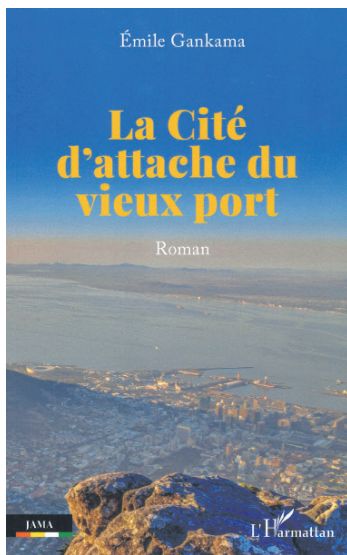
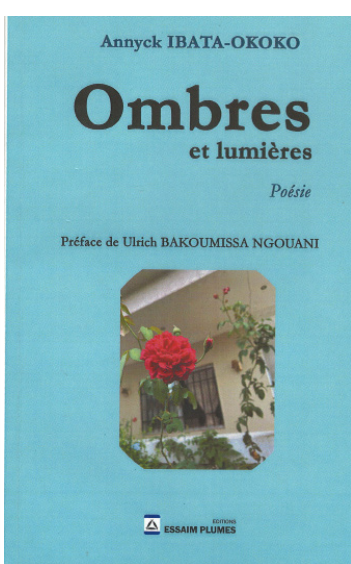
« Vu le rapport du superviseur du match, du représentant technique de la CAHB et des arbitres mentionnant des propos injurieux, menaces et agression verbale, carton rouge suivi d'un carton bleu, le joueur Ekama Mbon Nige est suspendu pour deux ans fermes. L'équipe paie une amende de 30 000 francs CFA, Cf article 24 du règlement particulier des championnats nationaux de la Fécohand 2024 »

verbal d'homologation n°006. Et d'ajouter : « Le joueur Boumpoutou Bautier de BMC ayant volontairement cassé la vitre de protection de la boîte anti incendie est suspendu pour deux ans et l'équipe paie l'amende de 500 000 FCFA, Cf l'article 189 et 233 des règlements de la Fécohand ». Après avoir attendu quinze minutes, l'arbitre a sifflé la fin de la rencontre. Les dirigeants de BMC soutiennent que les assurances avaient été données à la Fédération quant au paiement de l'amende qu'on leur a infligée. Le match devrait, d'après eux, se jouer après avoir échangé avec la Fécohand. Mais l'arbitrage de la Fécohand a suscité la colère de BMC.

James Golden Eloué



EN VENTE



AFFAIRES SOCIALES

70 000 bénéficiaires du programme national de filets sociaux

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a lancé le Programme national de filets sociaux, le 13 août à Brazzaville. Ce programme dont le nombre de bénéficiaires est chiffré à 70 000 ménages et individus vulnérables, dans sa phase pilote, contribuera à la réduction de la pauvreté, selon le chef du gouvernement.

Le transfert monétaire conditionnel, le transfert monétaire pour activités génératrices de revenus, la pension sociale pour personnes âgées, l'aide sociale d'appoint sont des prestations que le Programme national de filets sociaux offrira aux bénéficiaires. « Le Programme national de filets sociaux que nous lançons aujourd'hui a pour vocation d'être un outil majeur de lutte contre la pauvreté, d'investissement dans le capital humain et d'inclusion productive des ménages », a déclaré le Premier ministre.

Pour permettre à l'équipe de coordination de ce programme de couvrir toutes les zones d'intervention à travers le pays, Anatole Collinet Makosso a, par ailleurs, remis des contacts des moyens roulants mis à disposition par le gouvernement avec l'appui de ses partenaires. A titre symbolique, le Premier ministre a, par la même occasion, lancé le paiement des allocations à quelques bénéficiaires.

Selon la ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa, le Programme national de filets sociaux poursuit l'objectif de contribuer à la réduction de la pauvreté et des



Les officiels et quelques bénéficiaires lors du lancement du programme Adiac

inégalités au niveau national en accroissant le niveau des revenus des ménages les plus défavorisés. « Dans sa phase

initiale de mise en œuvre, le programme s'est fixé pour objectif opérationnel de sortir de la pauvreté alimen-

taire 75% des ménages et individus qui bénéficieront des allocations sociales », a-t-elle expliqué.

De manière spécifique, le Programme national des filets sociaux va favoriser l'inclusion productive et financière des ménages et individus pauvres en leur offrant des opportunités de développement des compétences, de formation professionnelle et de financement des plans d'affaires. Il va aussi accroître l'accès des ménages, des personnes pauvres et vulnérables aux services sociaux de base : l'éducation, la santé ainsi que l'assistance sociale.

Rominique Makaya

RÉPARTITION

Le transfert monétaire conditionnel, le transfert monétaire pour activités génératrices de revenus : 48 500 ménages dont 30% des femmes.

La pension sociale pour des personnes âgées : 6 500 bénéficiaires dont 30 des femmes.

L'aide sociale d'appoint : 15 000 bénéficiaires dont 60% des ménages dirigés par des femmes.

AFFAIRES

Un Business Forum dédié au PAPN et sa région à Paris

À l'agenda de l'Automobile Club de France, place de la Concorde à Paris, il est prévu, le 27 septembre prochain, d'accueillir un Business Forum exceptionnel dédié au Port autonome de Pointe-Noire (PAPN) et sa région.

Le Port autonome de Pointe-Noire, capitale économique du Congo, et les avocats Charles-Stéphane Marchiani et Pierre Masquart, organisent, en partenariat avec l'association «Les Rendez-Vous d'Afrique(s)», un Business Forum exceptionnel dédié au Port autonome de Pointe-Noire et sa région avec la participation et le soutien du Cian - Conseil français des investisseurs en Afrique.

Le programme en cours de finalisation prévoit, le 27 septembre, de 08h30 à 18h00, de réunir ce forum exceptionnel dans les salons prestigieux de l'Automobile Club de France

au 6, Place de la Concorde, Paris huitième arrondissement.

Sont attendus : les autorités du Port autonome de Pointe-Noire, les personnalités de

la ville de Pointe-Noire et de sa région, des acteurs de la vie politique et économique

congolaise, française et internationale, des dirigeants et entrepreneurs francophones et internationaux, des avocats en droit des affaires, fiscalité et investissements internationaux et des experts en investissement africain.

À en croire les organisateurs, une occasion unique de découvrir les opportunités offertes par ce port stratégique en eau profonde, de travailler avec des acteurs clés du développement africain, de contribuer à l'essor économique de la région et d'explorer les perspectives d'investissement en Afrique centrale.

Marie Alfred Ngoma